

Mohammed Troudi

Universitaire chercheur en relations internationales et stratégiques,
analyste en politique étrangère et candidat à la cour constitutionnelle
tunisienne



LA VISION STRATÉGIQUE DE LA TURQUIE EN SYRIE : DE L'AMBITION À L'ÉCHEC

La Pax ottomanica, qui a rayonné des Balkans à la péninsule Arabique jusqu'à la fin du premier conflit mondial, constitue l'héritage qui permet aujourd'hui à la Turquie d'entretenir une politique étrangère en trois directions, à la fois occidentale et orientale et depuis les pseudo révolutions arabes, tunisienne et la destruction programmée de la Libye, en direction du Maghreb Arabe. Le but premier étant d'assurer une meilleure visibilité de ce pays tant sur la scène régionale qu'internationale pendant la guerre froide, la position turque était focalisée sur les États du Sud du Caucase et la menace de l'Empire soviétique. Durant cette période, la Turquie a tourné le dos à un Proche-Orient en quête d'un panarabisme voué à l'échec et au Maghreb arabe plutôt voué à la domination post coloniale notamment en Tunisie et en Algérie, accessoirement en Libye. La chute de l'URSS et l'échec du nationalisme arabe nassérien, ont ouvert la porte à un repositionnement géostratégique turc qui va se préciser dans les années 1990 et plus particulièrement depuis l'arrivée à la tête de l'État du parti islamique AKP en 2002, d'obédience islamique modérée, qui consacre l'émergence d'une bourgeoisie musulmane et d'un islam politique présenté comme libéral et modéré. Cet article se propose d'analyser tout d'abord la complexité et les sources de tensions entre les deux voisins et les échecs de la stratégie turc en Syrie. En somme comprendre les raisons du passage de la stratégie turque et plus globalement de la politique étrangère de l'ambition régionale à un échec structurel.

The Pax ottomanica, which shine through the Balkans to the Arabian Peninsula until the end of the First World War, constitutes the heritage which today allows Turkey to maintain a foreign policy in three directions, both western and Eastern and since the Arab and Tunisian revolutions and the planned destruction of Libya, in the direction of the Arab Maghreb. The primary goal being to ensure a better visibility of this country, both on the regional and international scene. During the Cold War, the Turkish position was focused on the States of the Caucasus and the threat of the Soviet Empire. During this period, Turkey turned its back on a Middle East in search of a pan-Arabism doomed to failure and on the Arab Maghreb rather doomed to post-colonial domination, particularly in Tunisia and Algeria, incidentally in Libya. The fall of the USSR and the failure of Nasserite Arab nationalism opened the door to a Turkish geostrategic repositioning which became clearer in the 1990s and more particularly since the arrival at the head of the state of the Islamic party AKP in 2002, of moderate Islamic allegiance, which consecrates the emergence of a Muslim bourgeoisie and a political Islam

presented as liberal and moderate. This article proposes to analyze all the complexity and the sources of tensions between the two neighbors and the failures of the Turkish strategy in Syria. In short, to understand the reasons for the passage of Turkish strategy and more generally of foreign policy from regional ambition to structural failure.

LA *PAX OTTOMANICA*, qui a rayonné des Balkans à la péninsule Arabique jusqu'à la fin du premier conflit mondial, constitue l'héritage qui permet aujourd'hui à la Turquie d'entretenir une politique étrangère en trois directions, à la fois occidentale et orientale et, depuis les pseudo révolutions arabes tunisienne et la destruction programmée de la Libye, en direction du Maghreb Arabe. Le but premier étant d'assurer une meilleure lisibilité de ce pays tant sur la scène régionale qu'internationale.

Le père fondateur de la nation turque actuelle, Mustafa Kemal Atatürk, avait en effet pris acte de la mort de l'Empire ottoman après sa défaite en 1918, puis aboli le califat ottoman, créant ainsi une république laïque, mettant en place de grandes réformes pour moderniser le pays.

Pendant la guerre froide, la position turque était focalisée sur les États du Sud du Caucase et sur la menace de l'Empire soviétique. Durant cette période, la Turquie a tourné le dos à un Proche-Orient en quête d'un panarabisme voué à l'échec et au Maghreb arabe plutôt voué à la domination post coloniale notamment en Tunisie et en Algérie, accessoirement en Libye.

La chute de l'URSS et l'échec du nationalisme arabe nassérien ont ouvert la porte à un repositionnement géostratégique turc qui va se préciser dans les années 1990 et plus particulièrement depuis l'arrivée à la tête de l'État du parti islamique AKP en 2002, d'obédience islamique modérée, il consacre l'émergence d'une bourgeoisie musulmane et d'un islam politique présenté comme libéral et modéré.

D'un point de vue interne, le nouveau régime va parvenir à un savant équilibre entre une pratique du pouvoir issue de l'islam politique et le respect des institutions laïques, et ce sans heurts du moins jusqu'à un certain moment. C'est à partir de cet équilibre interne que la Turquie va pouvoir développer une diplomatie de coopération plus que de confrontation, créant ainsi les conditions de son nouveau repositionnement géostratégique en Orient, le cas de la Syrie qui nous intéresse dans ce présent article et plus tard au Maghreb à la faveur de ce que l'on désigne communément par les révolutions arabes, essentiellement en Tunisie et en Libye.

Il faut rappeler une réalité historique qui n'est pas toujours facilement acquise par certains milieux politiques et intellectuels arabes, c'est que le monde arabe s'est

développé économiquement, culturellement, démographiquement sous l'influence ottomane. Il y a eu bien évidemment des régions du monde arabe qui étaient plus privilégiées que d'autres par les Ottomans, notamment l'Égypte pour sa richesse et pour sa position à cheval sur deux continents, et la Syrie, de par le voisinage et les frontières communes de ce pays avec la Turquie. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Si la période ottomane a été une période de développement – en somme de progrès économiques et sociaux – les relations entre ces deux mondes turc et arabe, sont traditionnellement difficiles par certains aspects, elles sont devenues plus complexes voire franchement conflictuelles à la faveur des « printemps arabe » de 2011.

Cet article se propose d'analyser la complexité et les sources de tensions entre les deux voisins, les échecs de la stratégie turc en Syrie particulièrement. En somme, comprendre les raisons du passage de la stratégie turque et plus globalement de la politique étrangère de l'ambition régionale à un échec structurel

La Syrie : un pays à un équilibre fragile

La Syrie plonge ses racines dans un passé riche et ancien. Elle s'étendait jadis de la Méditerranée au Golfe Persique, de la frontière turque à la mer Rouge. D'une superficie de 185 180 km², le territoire est divisé en quatorze gouvernorats ou « mohafazats » qui portent le nom de leur chef-lieu, soit le tiers de celle de la France. La Syrie est peuplée de 15 millions d'habitants et le pays n'existe sous son nom actuel que depuis quelques années. Elle se nommait chez les habitants de la région le « Bilad al-Cham ». Cette région regroupait anciennement la Syrie actuelle, le Liban, la Jordanie et la Palestine (actuels territoires palestiniens et israéliens).

République socialiste, la Syrie était régie par la constitution de 1973 qui assurait la continuité avec le socialisme hérité du coup d'État baathiste de 1963, mais plus encore elle garantissait la prééminence du chef de l'État issu de la minorité alaouite. Elle faisait droit à certaines revendications des milieux islamiques, en imposant un chef de l'État musulman et en disposant que « la doctrine islamique est la source principale de la législation ».

Le régime du Baath syrien (littéralement : Parti Socialiste du Nouveau Arabe) est fondé sur une base communautaire extrêmement limitée, celle des Alaouites (dite aussi Nusayrî, secte de l'islam chiite fondée au IX^e siècle par Ibn Nosair, chiites hétérodoxes, vigoureusement combattus par les Sunnites qui les considéraient comme des hérétiques de l'Islam) qui représentent entre 10 à 13 % de la population

syrienne. C'est véritablement l'armée française qui va donner à cette communauté longtemps méprisée par les sunnites, une nouvelle conscience d'elle-même.

En effet, la France alors force occupante, crée un État alaouite autonome et ouvre largement les portes de l'armée française du levant à ses ressortissants comme à ceux des autres minorités : Arméniens, Chrétiens, Arabes... et notamment à la minorité alaouite. Avec le coup d'État de 1963, le Comité militaire du Baas majoritairement alaouite, met à l'écart de nombreux officiers sunnites. L'arrivée au pouvoir du général Jedid en 1966 et surtout du général Hafez Al Assad en 1970 est comme le point d'orgue de la revanche d'une communauté longtemps exclue et opprimée.

Le discours panarabe peut dès lors être perçu comme une idéologie visant à légitimer cette domination d'une communauté privilégiée et ultra minoritaire sur une population diverse (sunnite et arabe à 90 % et contenant d'importantes communautés chrétiennes orientales, arméniennes et kurdes). Le pouvoir est donc fondé sur deux piliers essentiels : l'idéologie socialiste baa'thiste et sur les liens intrinsèques entre les membres de la communauté musulmane alaouite minoritaire.

L'ancienne idéologie du Baas s'inspirait du nationalisme allemand du XIX^e siècle, il avait pour devise « Unité, Liberté, Socialisme » et s'est donné pour objectif l'unité du monde arabe. À ses origines l'on trouve l'initiative de l'irakien Saki Huri (1880-1963) et de l'alaouite Zaki al Arsouzi qui fondent en 1932 la « Ligue d'Action Arabe » sur le modèle des sociétés secrètes qui fleurissaient sous l'Empire ottoman. Après l'éclatement de la ligue en 1939, ses idées sont reprises par Arzouzi, le chrétien Michel Aflaq et le sunnite Salah Bitar qui fondent le parti Baas en 1943. Il sera renforcé en 1953 par le Parti Socialiste de Hourani.

La vocation arabe du Baas était affirmée dans l'article 10 de la constitution syrienne, revue et corrigée depuis le printemps syrien : « Est arabe quiconque dont la langue est l'arabe et vit sur le sol arabe ou aspire à y vivre, et est convaincu de son appartenance à la nation arabe ». Le Baas avait pour principal socle idéologique encore aujourd'hui l'unité arabe. La référence à l'Islam existe mais elle n'est que culturelle, comme pour le sionisme politique de l'époque qui ne voit dans le judaïsme qu'un élément d'identité. Il faut néanmoins nuancer le caractère laïque du mouvement – il convient plutôt de parler d'un parti séculier – dont les membres se considèrent du moins au début du mouvement, comme l'avant-garde chargée de reconstruire l'État modèle, celui du début de la naissance de l'Islam.

La nation arabe tire sa force mobilisatrice de l'Islam et à l'inverse des Frères Musulmans, qui préconisent un retour aux sources par l'application stricte des

prescriptions du Coran, les baathistes distinguent la religion de la culture et entendent adapter la loi sacrée aux circonstances.

Le Baas a dominé incontestablement la scène politique syrienne jusqu'à l'avènement de la guerre syrienne, consécutive au déclenchement du printemps syrien. C'était en effet une véritable confusion entre l'appareil d'État et le parti politique. Le statut constitutionnel du Baas « parti dirigeant dans la société et dans l'État » (article 8 de la constitution), dont la direction propose la candidature du chef de l'État à la Chambre du peuple (article 83), dont le secrétaire général est précisément, le Président de la République, le rôle dirigeant du Comité central du Baas, largement concurrent du Gouvernement, sont autant d'éléments qui témoignent de cette confusion en dépit de quelques signes positifs de changements opérés lors du dernier congrès du parti..

Cet équilibre a été menacé dès le début de la crise syrienne, dans laquelle de nombreuses puissances régionales et internationales sont directement ou indirectement intervenues. Il faut dire que le renversement du régime irakien a eu des répercussions majeures sur l'ensemble du Moyen-Orient. La Syrie, pays à l'équilibre fragile, connaît aujourd'hui de fortes contradictions et même des germes de violence palpables, elle s'est fait prendre dans l'étau d'un Orient compliqué dont parlait le général de Gaulle. Elle subit depuis des pressions de toutes parts.

Au niveau national, une grande majorité de la population syrienne aspirait à un régime plus transparent par le biais de la « réforme » (El-Islah). Au niveau régional, la chute de Saddam Hussein a eu des conséquences directes sur la politique intérieure et extérieure de la Syrie. Les liens économiques entre les deux pays, qui assuraient de nombreux avantages, ont été rompus. Je pense notamment au pétrole que l'Irak vendait à la Syrie à un prix nettement inférieur aux prix du marché. La donne régionale a changé, la Syrie est désormais entourée de pays hostiles. L'Irak via un gouvernement largement sous les ordres du protecteur américain dont la transition démocratique post Saddam est un échec cuisant.

Seule l'émergence d'une nouvelle diplomatie turque soucieuse de rétablir ses relations avec son environnement immédiat, fidèle au principe de « zéro problème avec ses voisins » est de nature à normaliser les relations jusque-là difficiles entre les deux pays, surtout si l'Iran venait à se joindre à ce trio pour former un nouveau rapport de force dans une région archi-dominée par la puissance militaire israélienne.

Cette révision qui s'est confirmée après le déclenchement du printemps syrien, a poussé le pays à une nouvelle lecture géopolitique et stratégique quant à l'avenir

des Assad, notamment sur le devenir du mythe de la « grande Syrie » qui a toujours servi de source de légitimité de pouvoir en Syrie. Les racines de cette crise sont à chercher à la fois dans l'évolution du paysage international et dans les problèmes internes et défis auxquels doit faire face le jeune et inexpérimenté président syrien. C'est dire combien l'équation syrienne comporte d'inconnues pour pouvoir être résolue simplement. C'est du moins ce que pensait nombre d'observateurs de la scène moyen-orientale et précisément de la Syrie après 2011. Profitant de l'affaiblissement du régime syrien, la Turquie d'Erdogan s'est jeté corps et âme dans la guerre en Syrie, espérant ainsi tirer des avantages militaire, politique et géopolitique. Qu'en est-il de cette aventure turque en Syrie dix ans après le déclenchement du conflit, en passant par sa régionalisation et son internationalisation ?

La stratégie turque en Syrie : celle de la profondeur stratégique

La politique étrangère turque est circonscrite et s'adapte aux tendances régionales. Plusieurs facteurs participent à ce contexte régional propice au retour turc sur la scène régionale : la faiblesse du bloc arabe qui se dispute le leadership (Égypte, Arabie Saoudite et Syrie), l'échec du projet américain du Grand Moyen-Orient remodelé, la quasi-inexistence de l'Europe dans la région, les difficultés actuelles du régime iranien et surtout les effets des « printemps arabes », notamment syrien.

Cette nouvelle conjoncture favorise le retour turc que l'on pourrait qualifier de « néo-ottoman » en ce début de XXI^e siècle. La doctrine turque dite du « zéro problème avec les voisins » constitue aujourd'hui le point cardinal des relations stratégiques de la Turquie avec ses voisins orientaux. Qu'en est-il de la Syrie, souvent présentée comme la vitrine de ce repositionnement géostratégique de la Turquie dans son environnement immédiat, en dépit de relations très tendues entre ces deux voisins, qui se sont compliquées davantage eu égard à la politique turque en Syrie depuis 2011 ?

Est-ce que la guerre syrienne en cours depuis plus de 10 ans peut-elle si non changer du moins bouleverser cette donne ? Que peut perdre la Turquie après son intervention quasi-totale en Syrie notamment face aux bouleversements profonds qui traversent la Syrie aujourd'hui ?

Il est clair que l'affaiblissement du régime alaouite syrien par les effets de plus d'une décennie de guerre et en l'absence d'une solution politique clairement identifiée, la Turquie semble prête aujourd'hui plus que jamais à jouer un rôle majeur par sa volonté de pouvoir transposer son modèle politico-religieux en Syrie

et probablement ailleurs dans le reste du monde arabe en ébullition notamment en Libye et en Tunisie. C'est du moins ce que pensaient nombre d'observateurs et autres spécialistes de la géopolitique de la région si poussiéreuse du Moyen-Orient. C'est à mon sens l'affirmation de la doctrine de la « profondeur stratégique » chère à Ahmet Davutoğlu, ancien ministre turc des affaires étrangères, à laquelle est très souvent prêtée aujourd'hui l'étiquette de néo-ottomanisme. Elle consiste en un objectif simple : valoriser la place géostratégique de la Turquie en exerçant un activisme régional et une politique extérieure multidimensionnelle dans le voisinage immédiat de la Turquie, notamment arabe. En effet, la position turque face à la crise syrienne peut constituer l'ébauche d'une mise en application de la doctrine turque. C'est du moins la stratégie turque à laquelle ont cru nombre de responsables politiques et militaires d'Ankara.

Ce repositionnement turc est d'autant plus opportun que la Turquie est parvenue à un moment donné, à s'imposer comme un modèle à suivre pour l'opinion publique arabe sunnite, lassée par l'absence de positions courageuses, qui sonne comme un abandon pur et simple de la cause palestinienne par les régimes arabes, dont ils ont fait par ailleurs leur cheval de bataille depuis les indépendances.

En effet, devant l'affaiblissement et puis l'effacement de l'Égypte par son alignement sur les positions israélo-américaines, devant la disparition du rôle historique de l'Irak et surtout devant l'isolement de la Syrie en l'absence de réponses politiques à la crise qui secoue le pays, un grand boulevard s'est ouvert à Ankara pour marquer un retour fracassant sur la scène moyen-orientale.

Ce retour turc se trouve d'autant plus facilité que l'opinion publique arabe, de la Syrie au Caire en passant par la Jordanie, l'Arabie Saoudite et le Maghreb, exprime sa frustration. Cette opinion ne se reconnaît ni dans le wahhabisme saoudien, ni dans le prosélytisme chiite iranien, même si ce dernier fait encore rêver, comme en témoigne le nombre relativement important de musulmans sunnites qui se tournent vers le chiisme – notamment au Maghreb central – en signe de remerciement à la république islamique d'Iran pour son soutien affiché à la cause de la résistance palestinienne et libanaise.

Faut-il le rappeler, le problème du leadership arabe au Moyen-Orient se pose à l'aune des deux véritables puissances régionales qui ne sont pas arabes : la Turquie et l'Iran. C'est la triste réalité comprise par les peuples arabes, qui misent désormais davantage sur la Turquie de par les liens historiques et le facteur religieux (islam sunnite) qui les rassemblent.

L'opinion arabe perçoit la Turquie comme une démocratie en plein essor économique qui a réussi à trouver un savant équilibre entre un gouvernement se réclamant des valeurs d'un islam moderne, ouvert sur son environnement régional et international, et une institution militaire attachée aux valeurs laïques léguées par le père fondateur de la Turquie moderne, Kemal Atatürk.

Ce qui est certain, c'est que, en cas de réussite ou même d'échec, la Turquie aura frappé un grand coup en renforçant son image dans la région et en se rapprochant encore un peu plus de son statut de porte-drapeau des causes arabes, en tête desquelles la cause palestinienne, néanmoins tout reste relatif, faut-il le rappeler. En se rangeant du côté du plus faible, Ankara renforcera son statut d'un parrain plus juste et moins impartial auprès des populations arabes anéanties par autant d'années d'échec politique et militaire, de frustrations et de désillusions. Là aussi il faut relativiser puisque le soutien à la cause palestinienne reste circonstancié et paradoxal si l'on en juge par le rapprochement très remarqué d'Ankara avec l'État hébreu notamment par le partenariat stratégique qui lie les deux pays.

Durant plusieurs siècles, la Turquie a été le siège de l'Empire ottoman qui régnait sur le monde arabe. Manifestement, la Turquie semble aujourd'hui vouloir tourner cette page de l'histoire commune, désireuse de relancer des relations fondées sur l'islam comme facteur historique commun.

L'enlèvement du conflit israélo-palestinien et l'absence totale de perspectives de sortie de crise lui donnent l'occasion d'amorcer un retour fracassant sur la scène moyen-orientale et par là même d'ouvrir une nouvelle ère de relations turco-arabes. Ce repli de la diplomatie turque sur son environnement immédiat, qui peut s'expliquer en partie par les atermoiements voire le refus européen à son égard, est aujourd'hui menacé par l'inextricable conflit syrien et par les mauvais choix de la Turquie dans son approche de la situation politique et géopolitique.

Si la crise libyenne a permis à Ankara de donner à son approche des révoltes arabes une dimension stratégique plus affirmée, ménageant ses intérêts et confortant sa position de puissance régionale ascendante (en effet on ne peut encore parler d'échec stratégique en Libye, étant donné que la marge de manœuvre d'Ankara est encore possible) il en sera autrement face à la crise syrienne de par la géographie et les relations très particulières d'Ankara avec Damas.

Il faut dire que la Turquie est sérieusement inquiète par la tournure prise par les derniers événements qui se déroulent dans ce pays voisin ne serait-ce que sur le plan humanitaire. La Turquie craint en effet de voir se multiplier à ses frontières des

révoltes générant des gouvernements provisoires, voire incertains. C'est clairement ce qui est en train de se produire, laissant penser qu'à terme, la politique turque de voisinage qui constitue l'un des socles de la nouvelle diplomatie turque risquerait d'en être bien affectée.

Les sources de tension entre les deux pays

La question du Sandjak d'Alexandrette

Ces tensions pour la plupart plongent leurs racines dans la période de protectorat européen sur la région. Les différends entre les deux protagonistes ne manquent pas, on peut en citer à titre d'exemple le rattachement du Sandjak d'Alexandrette à la Turquie en 1939, devenue depuis la province de Hatay selon l'appellation turque. Il faut rappeler que ce territoire a été créé en 1919 ex-nihilo, tissé au rang d'État indépendant pour être par la suite absorbé par la Turquie. Ce territoire à lui seul en dit long sur le processus de la formation territoriale des États au Moyen orient.

Ce territoire repris par la Turquie en 1939 après la domination française depuis les accords de Sykes-Picot, a été d'une extrême importance pour le mouvement national turc, désigné par le Pacte national Misak- i Milli (sorte de serment national adopté par le parlement turc énumérant les revendications territoriales y compris sur l'Irak, la Syrie voire la Grèce).

En l'espèce, l'annexion de ce territoire constitue comme l'accomplissement du nationalisme turc. La souveraineté sur le sandjak d'Alexandrette est devenue un élément essentiel de l'expression de deux formes de nationalisme bien opposées. En 1946, la Syrie accède à l'indépendance et revendique le retour de ce territoire, jugé comme relevant de la souveraineté de la Syrie.

La province de Hatay d'après l'appellation turque revêt une importance stratégique pour les deux pays. En effet, elle se trouve au carrefour du Proche-Orient, entre Iran, Syrie, Turquie, Jordanie et péninsule arabique, et est également une voie de passage entre l'ouest de la Turquie et l'Anatolie du Sud-Est. De plus, elle est une source d'énergie non négligeable via de nombreux oléoducs. La baie d'Iskenderun est en outre un lieu de dynamisme économique important : ports commerciaux et industriels, terres agricoles (blé, coton, tabac, olives, légumes de serre), industrie (aciérie).

Ce conflit territorial s'est nourri de problématiques liées à l'histoire tourmentée de la région poudrière par excellence : le nationalisme turc en construction va de pair avec l'affirmation des frontières et les contestations de celles-ci réveillent le syndrome de Sèvres au sein de la société turque. Le traité de *Sèvres*, en

effet, symbolise *pour les Turcs* la liquidation de l'Empire et l'action *des* puissances extérieures *pour* démembrer la Turquie, consécutive à la défaite germano-turque. Le traité ne sera jamais ratifié et provoquera un sursaut de fierté et de nationalisme des turcs autour du père de la Turquie moderne Mustafa Kemal. Il fera chuter l'empire ottoman et donnera naissance de la République de Turquie. Il sera également l'occasion d'une guerre victorieuse contre la Grèce et surtout la négociation d'un deuxième traité clairement plus avantageux pour les turcs, celui de Lausanne.

Signé le 24 juillet 1923 au Palais de Rumine à Lausanne (Suisse), il remplace le traité de Sèvres signé le 10 août 1920 à Sèvres, qui mettait fin à la Grande Guerre en ce qui concerne l'Empire ottoman. Il permet à la Turquie de récupérer sa pleine souveraineté sur nombre de territoires notamment Istanbul ainsi que l'Arménie occidentale, le Kurdistan occidental et la côte orientale de la mer Égée.

Selon la vision syrienne, l'appartenance du sandjak à la Turquie est une preuve d'un expansionnisme turc vers le sud moyen-oriental, qui s'oppose aux réparations des dommages commis à l'encontre de l'intégrité territoriale syrienne durant la domination étrangère. Face à ce nationalisme turc, l'on voit s'affirmer un nationalisme arabo-syrien dont certaines de ses figures emblématiques sont originaires d'Alexandrette, majoritairement alaouïtes. On peut citer à titre d'exemple Zaki Al Arsuzî, théoricien du nationalisme arabo-syrien. Une opposition de deux nationalismes a fait l'essentiel des rapports turco-syriens et plus largement turco-arabes.

La question stratégique du partage de l'eau

Une autre source du conflit turco-syrien est la question stratégique de l'eau résultant du projet d'Anatolie du Sud-est. Le projet d'Anatolie est un projet d'aménagement du sud-est anatolien mené par le gouvernement turc pour un coût de 32 milliards de dollars. Il consiste essentiellement à irriguer 1,7 million d'hectares de terres arides à partir de 22 barrages principaux construits sur les bassins versants du Tigre et de l'Euphrate. Néanmoins, les résultats issus de ce grand programme ont été fragilisés par la guérilla du PKK, le mouvement kurde et sa répression par l'armée à l'intérieur et par la situation internationale.

Quant aux deux autres acteurs, les États de l'aval, en l'occurrence, la Syrie et l'Irak, ont longtemps lutté pour revendiquer des volumes d'eau plus importants, avant de sombrer dans la guerre civile et la fragmentation qui en a résulté avec le déclenchement des printemps arabes. Cet enjeu est d'autant plus exacerbé qu'on parle d'une région aride où l'eau se fait de plus en plus rare et une troisième guerre mondiale pour le contrôle de l'eau (or blanc), n'est pas totalement exclue.

En 2018, l'Irak a connu sa pire sécheresse qui s'explique certes par un phénomène climatique mais pas seulement, puisque aggravé par la construction de barrages en Turquie, pays en amont qui contrôle les sources des deux fleuves le Tigre et l'Euphrate, donnant à Ankara la clé de l'utilisation de cette manne blanche et son écoulement vers la Syrie et l'Irak.

Il faut rappeler à ce propos que la question de l'eau devient de plus en plus stratégique puisque la pression sur l'eau est de plus en plus forte au Moyen-Orient. Il existe une forte pression croissante sur l'accès et le contrôle des sources d'eau dans une région de surcroît aride. De plus, l'expansion démographique est forte dans beaucoup de pays du Moyen-Orient. Cependant la controverse autour du partage des eaux frontalières et le projet d'Anatolie du Sud-est semble constituer le point d'orgue des tensions turco-syrienne.

En effet, la question de l'exploitation des eaux du Tigre et de l'Euphrate, imbriquée dans la question des minorités, est un sujet de discordance ancien entre Turquie, Syrie et Irak. Ces tensions sont anciennes datant de l'époque de la Syrie sous mandat français et elles se sont exacerbées à partir de 1980 autour de grands projets de barrages turcs, dénoncés comme préjudiciables pour la Syrie car compromettant ses ressources hydrauliques. En 1990, le remplissage du barrage Atatürk par la Turquie interrompt ponctuellement l'écoulement de l'Euphrate : le ministre syrien de l'Irrigation et de l'Agriculture parlait alors de « dangereux précédent ».

Plutôt qu'un véritable partage juste et équitable entre les trois protagonistes que sont la Turquie, la Syrie et l'Irak, Ankara proposait tout au plus une certaine coopération en vue de régler les problèmes techniques pouvant empêcher un certain aménagement hydraulique des réserves d'eau, position que chaque partie interprète selon ses intérêts propres. Le grand projet de l'Anatolie du sud est composé de 22 barrages hydrauliques et était le point culminant autour de la question du partage de l'eau. Ce projet imaginé et réalisé par Ankara, vise en effet à lutter contre le sous-développement des territoires frontaliers où l'activisme kurde pose le plus de problèmes aux autorités turques. C'est dire combien la question a toujours été un facteur très important dans les relations turco-syriennes, qu'on retrouvera bien évidemment lors du printemps arabe en Syrie.

La question kurde dans les rapports turc-syrien

L'autre point de discordance concerne le soutien de Damas au Parti des travailleurs du Kurdistan ou PKK. Le Parti des travailleurs du Kurdistan, formé en 1978, est une organisation politique armée kurde. Il est considéré comme terroriste par

une grande partie de la communauté internationale, dont la Turquie, l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, l'Union européenne, l'OTAN et le Royaume-Uni. Formé par Abdullah Öcalan (détenu par la Turquie depuis 1999), il compte des milliers de membres dont une armée et beaucoup de sympathisants à travers le monde et est actif principalement en Turquie, en Syrie, en Iran et en Irak.

Il a inspiré la création de plusieurs autres organisations dans les autres parties du Kurdistan, comme le Parti de l'union démocratique (PYD) en Syrie, le Parti de la solution démocratique du Kurdistan (PÇDK) en Irak et le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), en Iran,

Cependant, en dépit de ces relations très tendues entre les deux voisins, il y a eu une période d'amélioration des relations notamment en 1999 suite à l'expulsion du chef du PKK Abdullah Öcalan par la Syrie. Un autre signe de rapprochement fut la signature de l'accord de libre-échange entre la Turquie et la Syrie. Néanmoins, le déclenchement de la guerre civile syrienne consécutive au lancement des printemps arabes en 2011 a de nouveau tendu les rapports entre les deux autorités. Deux pays membres de l'OCI (Organisation de la Coopération Islamique), se trouvent de nouveau face à une histoire lourde en événements et en haine réciproque.

Il faut dire que la Turquie utilise le volet kurde dans sa stratégie de rapprochement avec les États arabes, cherchant à montrer son nouveau visage de puissance régionale à la fois politique et économique, et tente ainsi d'exporter son modèle vers le monde arabe en profitant des révoltes arabes, ce qui est là aussi un échec, j'y reviendrai plus loin. Est-il besoin de rappeler que la Turquie est le pays qui accueille la plus grosse part de la population kurde, présente essentiellement au sud-est du pays. Ailleurs, dans les pays voisins, il existe une minorité kurde en Irak et en Iran, la présence kurde s'étendant au nord-est de la Syrie, où les Kurdes sont néanmoins beaucoup moins regroupés en une communauté et portent des revendications beaucoup moins véhémentes.

S'agissant de la Syrie, elle a toujours fait preuve d'une certaine complaisance avec les activistes kurdes du PKK ou Parti des travailleurs du Kurdistan dirigé par Abdullah Öcalan, qui mène une opposition armée et nationaliste contre l'armée turque. Cet appui syrien au PKK s'est affirmé au début des années 1980 pendant la période de la Syrie pro-soviétique, dans une logique de guerre anti impérialiste menée par l'URSS dans le cadre de la Guerre froide. Outre les jeux de pouvoir de la guerre froide, il s'agit pour la Syrie d'un instrument de déstabilisation de la Turquie : la partie sud du pays se trouve dans un état de quasi-guerre civile avec un coût financier devenu insupportable pour Ankara.

En 1984, en parallèle des négociations au sein du comité tripartite Syrie/Turquie/Irak, les gouvernements turc et syrien engagent un protocole de coopération pour la sécurité frontalière, dans une optique de lutte contre le terrorisme. La mesure a eu peu d'impact sur la situation du PKK, mais avait constitué un premier précédent sur la question entre les deux pays. Plus tard en 1987, la Syrie et la Turquie signent deux protocoles, l'un de coopération économique sur le partage des ressources hydrauliques, et l'autre de coopération sécuritaire concernant les groupes terroristes sur leurs territoires respectifs. Pour autant, ce début d'une nouvelle ère dans les relations turco-syriennes ne changera rien sur le terrain en ce qui concerne l'appui syrien aux revendications nationalistes dans le sud-est de la Turquie. Pire, la Syrie ne reconnaît pas la présence du PKK sur son sol, et celui-ci continue à mener ses actions avec l'appui logistique et politique du régime syrien.

L'accroissement de la violence du PKK dans les premières années de la décennie 1990 pousse la Turquie à engager des mesures de coercition contre la Syrie, qu'elle accuse publiquement de soutenir le terrorisme kurde du PKK, notamment en lui donnant accès aux bases d'entraînement de la plaine de la Bekaa. La Syrie nie, mais signe un nouveau protocole en 1992. L'on assiste alors à un grand virage de la politique syrienne face aux Kurdes, Damas classant désormais le PKK comme une organisation hors la loi. Plus tard, elle ira jusqu'à livrer le leader kurde aux autorités turques. Ce changement dans la politique régionale syrienne s'explique en grande partie par le rapprochement, puis le renforcement des relations turco-israéliennes au cours des années 1990, encouragé par la fin de la guerre froide, ce qui permet à Ankara de faire pression sur le régime syrien via un virage politico-militaire vers Tel Aviv.

En 1996, Ankara poussant plus loin sa relation stratégique avec Tel Aviv, signera un accord militaire avec Israël et réduira ses rapports diplomatiques avec la Syrie. Les États-Unis se joignent également à la pression sur Damas concernant la présence du PKK sur le sol syrien. L'escalade des tensions s'accélère jusqu'en 1998, arrivant jusqu'à la menace d'une intervention militaire turque en Syrie.

Le volet kurde revêt une importance particulière, surtout pour les turcs. Quant aux syriens, il représente un moyen de pression contre la Turquie qui n'ont pas daigné l'utiliser à plusieurs reprises. Ce volet kurde demeure dans une impasse quasi-totale et vient jeter de l'ombre sur le modèle turc de développement et de démocratie islamique et libérale. Le problème kurde est aussi vieux que la création de la République turque en 1923 et a toujours constitué une source importante de préoccupation des autorités d'Ankara. Il faut rappeler le poids politique qu'avait le parti BDP (Parti de la Paix et de la démocratie) créé en 2008 et dissous en 2014),

qui avait une orientation politique plutôt d'ouverture au dialogue avec Ankara, cherchant à résoudre la question kurde par des moyens pacifiques et mettant en avant le rôle de la femme et la place stratégique de l'écologie. En somme, il voulait participer à la démocratisation de l'État et de la société en Turquie. Présent au parlement turc, il n'a pas manqué une occasion pour rappeler l'échec du modèle turc d'ouverture démocratique sur le terrain qui oublie voire viole en permanence les droits des kurdes, éloignant ainsi la possibilité d'une solution négociée donc politique de cette question qu'il appelle de ses vœux. Pourtant, quelques avancées sont à signaler en dépit de la crispation et l'appréhension dans la gestion somme toute difficile de la question kurde.

Avec l'arrivée de l'AKP (Parti de la justice et du développement) d'obédience islamique en 2002, d'importantes avancées sont à noter suite à une politique d'ouverture démocratique connue sous l'appellation « *demokratik açılım* », une série de réformes destinées à satisfaire les principales demandes de la population kurde de Turquie. Cette nouvelle approche d'Ankara sur le volet kurde, bien qu'insuffisante aux yeux de ces derniers, va néanmoins créer une nouvelle dynamique sur le chemin d'un règlement négocié donc politique du conflit.

Ankara accepte à titre d'exemple l'enseignement de la langue kurde, la création d'une chaîne de télévision et de radio d'expression en langue kurde et notamment la possibilité de l'enseignement de cette langue dans les universités du pays. Plus encourageant encore, une toute première rencontre de l'histoire entre les deux belligérants, État turc et militants du PKK, intervient à Oslo afin d'arriver à une solution négociée du conflit.

La carte kurde de la Syrie et la carte syrienne des kurdes

Le déclenchement de la crise syrienne va avoir raison de ce processus de règlement pacifique de la question kurde et, de nouveau, la méfiance s'installe entre les deux camps, surtout après la reprise des liens entre Damas et le PKK qui va se traduire par une série d'attaques meurtrières depuis le territoire syrien contre l'armée turque, des embuscades qui vont atteindre leur apogée en 2011 et 2012. Ces embuscades vont causer de lourdes pertes dans les rangs de l'armée turque, avec le soutien de Damas, comme le montre la revendication par un commandant syrien du PKK de l'attaque de juillet 2011, en la personne du docteur Bahoz Erdal, plus connu sous le nom de Fehman Huseyin en kurde.

Il va sans dire que le conflit syrien va réveiller de nouveau la méfiance voire la haine du PKK aux autorités turques, et va donner des ailes à la stratégie de lutte du

PKK en lui permettant d'élargir le champ régional de la question kurde, notamment vers l'Irak voire l'Iran dans une moindre mesure.

Dans cet enchevêtrement des alliances et des intérêts au sein du trio Ankara-Damas-PKK, chacun y va de sa stratégie. Si celle d'Ankara paraît claire, à savoir affaiblir le PKK et ses soutiens régionaux, celle de la Syrie paraît plus compliquée étant donné la situation interne du pays. Damas a voulu utiliser à la fois le PKK et le PYD (Parti de l'union démocratique), autre force kurde d'origine syrienne, considérée comme la branche syrienne du PKK. En plus de son utilisation du PKK contre la Turquie, Damas s'est également servi du PYD à la fois contre Ankara et surtout contre les forces de l'opposition arabe syrienne.

De leur côté, les forces du PYD ont soutenu le régime syrien pour éviter sa chute militaire et politique, cherchant ainsi à renforcer leurs positions sur le cours terme. Sur le moyen et le long terme, le PYD voulait sortir de la logique ancienne de soutien au régime syrien et cette nouvelle stratégie passait par l'adoption d'une troisième voie : ne plus choisir entre le régime des Assad et la rébellion et ainsi de faire émerger les kurdes comme une force politique de poids dans la Syrie post Assad. On peut supposer que le double soutien du PKK et du PYD suit un double objectif : d'un côté infléchir la position de la Turquie en la poussant à de nouvelles concessions en faveur du peuple kurde de Turquie, de l'autre de permettre au peuple kurde de Syrie d'avoir une meilleure position politique et sociale dans la future Syrie.

Bien évidemment, Ankara savait tout de cette stratégie du PKK et du PYD syrien, ce qui explique qu'elle s'est jetée corps et âme dans le conflit interne syrien qui très rapidement s'est régionalisé puis internationalisé grâce aux jeux d'alliance surtout des grandes et moyennes puissances. Ce serait le pire scénario pour la Turquie de voir s'effondrer le régime syrien par son soutien à l'opposition syrienne d'abord, puis aux combattants de l'État islamique par la suite. C'est pourtant la stratégie qu'a suivie la Turquie depuis le début du déclenchement du conflit syrien, d'où les raisons de son échec.

Les rapports turco-syriens pendant la guerre froide, de rapprochements en désillusions

Les tensions turco-syriennes se sont affirmées pendant la guerre froide. Les deux pays se sont trouvés dans deux camps diamétralement opposés, d'un côté Ankara était proche du camp occidental, allant jusqu'à reconnaître Israël dès 1949 aiguisant ainsi un peu plus la haine entre les deux nations. En 1952, la Turquie

devient membre de l'OTAN, ce qui lui confère un statut de pays allié des États-Unis. Les enjeux sécuritaires étaient très présents dans la stratégie turque, qui faisait alors face aux pressions soviétiques au Nord.

De l'autre côté, la Syrie, dont toutes les composantes étaient très critiques envers la Turquie, s'est rangée dans le camp soviétique renforçant l'inscription des deux protagonistes dans une bipolarité structurante que l'on retrouve notamment dans des rapports très tendus lors de la crise de Suez. Pour Ankara, il était question de renforcer l'influence turque dans la région profitant des relations exceptionnelles entretenues avec ses alliés occidentaux, alors que Damas avait clairement affiché son soutien à l'Égypte qui combattait alors l'intervention militaire tripartite britanofranco-israélienne. On peut également s'arrêter sur une autre source de tensions entre les deux pays, notamment la crise turco-syrienne de 1957 suite aux troubles qu'a connus la Jordanie et les risques engendrés de déstabilisation régionale.

Ces épisodes de crises répétées ont eu pour effet de pousser la Turquie à adopter une diplomatie multilatérale par l'affirmation d'un discours relativement pro-arabe, certes très marginal du fait de la solidité de l'alliance turco-américaine, et surtout de la détérioration des rapports entre Israël et le monde arabo-musulman après la guerre de Kippour de 1973. Ces rapports vont aller en se détériorant du fait de la reconnaissance d'Israël par Ankara, la Turquie étant en effet le premier État à grande majorité musulmane à avoir reconnu l'État israélien en 1949 et à avoir entretenu des relations stratégiques très poussées avec Tel Aviv.

Néanmoins, Ankara va chercher entre les deux guerres israélo-arabes de 1967 et de 1973 à adopter une nouvelle stratégie diplomatique relativement pro-arabe. Cette recherche d'un équilibre difficile à réaliser entre deux mondes que tout sépare n'aura pas lieu puisqu'il agaçait des deux côtés. L'alliance militaire turco-israélienne de 1996 sonnera quasi définitivement le glas d'un possible rapprochement durable turco-syrien. Les deux parties nourrissaient méfiance et profond ressentiment réciproques. De son côté, la Syrie cherchera dans l'instrumentalisation du nationalisme kurde un moyen d'infléchir le cours du rapprochement israélo-turc.

Les raisons de l'échec de la stratégie turque

Comme on peut le constater, les sources de tension entre les deux pays sont nombreuses. La plus importante demeure néanmoins la question kurde qui pose visiblement des soucis aux autorités turques en l'absence d'un règlement négocié

donc politique, que le déclenchement de la guerre en Syrie a probablement envoyé aux calendres grecques. Le scénario de l'échec turc en Syrie est désormais clair. En effet, on observe une grande résistance du régime syrien onze années durant, ce qui laisse le champ large pour l'opposition kurde de Syrie de continuer à agir contre l'armée turque et pousser par la même occasion avec leurs frères kurdes de Turquie, d'abord de réussir le grand coup de création d'une région autonome kurde en Syrie que les kurdes réclament depuis longtemps.

En effet, rien ne sera plus comme avant et, en dépit de la victoire syrienne qui se dessine, la Syrie connaîtra forcément si non une division du moins des transformations profondes sur le terrain. Je pense pour ma part que les kurdes de Syrie en seraient les principaux gagnants et récolteraient ainsi leur soutien militaire au régime syrien une décennie durant, comme ont obtenu jadis leurs frères d'Irak leur autonomie après l'intervention américaine de mars 2003.

Ce serait, n'en déplaise aux autorités turques, probablement la promesse de la création d'une région autonome kurde dans la future Syrie, qui serait le point de départ vers l'aboutissement des revendications kurdes en Turquie. Je rappelle que depuis 2012, devant l'intensification des combats, Damas a autorisé la prise et le contrôle de certaines localités par les militants du PYD, c'est le cas notamment d'Afrin, Derek de Kamischie, Kobane et Amoude. Ces localités peuvent former demain les bases d'une formation d'une région kurde autonome en Syrie, en dépit de l'intervention militaire turque tout azimut pour empêcher un tel scénario catastrophe pour les turcs. Je rappelle que cette minorité qui compte pour environ 20 % de la population totale turque a été complètement oublié, pire réprimée, dès l'instauration de l'État turc moderne par Mustapha Kemal en 1923.

Mais plutôt que d'éviter ce cauchemar à la fois militaire, politique et géopolitique, l'intervention faut-il le dire très tardive des turcs contre l'État islamique, a probablement signé l'échec d'une politique très attentiste, obnubilée voire aveuglée par un seul impératif, empêcher l'installation à ses frontières syriennes d'une région autonome kurde, ce qui sera un appel d'air pour les kurdes de Turquie de suivre le même chemin. La stratégie a été frappée d'abord d'attentisme, d'immobilisme, puis d'échec. D'ailleurs, il faut rappeler que l'autorisation donnée à l'armée américaine, la première de toute la durée la guerre syrienne, d'utiliser la base militaire de l'OTAN, dont celle d'Incirlik au sud du pays pour mener des raids aériens contre les djihadistes islamistes est certes un symbole fort mais hélas très tardive et dont l'action est bien limitée.

Ce laxisme turc dans son approche de l'État islamique en Syrie, celui de rester les armes aux pieds, refusant de rejoindre l'effort de guerre mené par les États-Unis, la France voire les forces Kurdes du YPG (unités de protection du peuple, branche armée du Parti de l'union démocratique PYD syrien, formé lors de la guerre civile syrienne en 2011) qui mènent la guerre contre l'EI au nord de la Syrie, a eu des conséquences quasi irréversibles sur l'avenir de la stratégie turque en Syrie.

Par ailleurs, les autorités turques ont sciemment tardé à sécuriser la frontière avec la Syrie longue de plus de 900 km, entraînant le passage de nombreux candidats au djihad venus notamment du Maghreb et plus particulièrement de la Tunisie (près de 6000 djihadistes tunisiens identifiés en Syrie, ce qui fait de ce tout petit pays d'Afrique du nord, le premier pourvoyeur de djihadistes pendant la guerre syrienne).

La Turquie a laissé tout aussi volontairement prospérer de nombreux commerces de contrebandes, surtout de pétrole et d'objets archéologiques de grande valeur historique, volés du site de Palmyre (ou Tadmor, une ville antique de Syrie, classé patrimoine commun de l'humanité par l'UNESCO depuis 1980). De son côté, une partie de l'opinion publique turque s'est montrée sensible par rapport aux thèses développées par les islamistes de Syrie : on estime aujourd'hui à plus de 3000 le nombre des turcs combattants dans les rangs de l'EI. Ankara a toujours nié les critiques pour son laxisme, se portant toujours en faux face à ces critiques, arguant du fait que le pays n'est pas toujours resté totalement passif face à la montée en puissance de l'EI.

Il faut dire que l'EI n'était pas franchement une priorité pour Ankara, voulant juste utiliser l'EI contre le régime syrien pour l'affaiblir et par conséquent précipiter sa chute et donc éviter la création d'une zone autonome kurde sous le contrôle des kurdes de Syrie et du PKK. En effet, Ankara a parié sur une chute rapide même un peu trop rapide du régime de Bachar el Assad et a surestimé à mon sens la capacité de l'armée libre syrienne d'opposition au régime d'entraîner la défaite militaire de ce dernier.

Ceci n'a visiblement pas fonctionné, causant une série d'échecs stratégiques qui ne resteront pas sans conséquences géopolitiques post conflit. Pire, l'assise de l'EI gagne du terrain idéologiquement en Turquie, aggravant de la sorte la situation interne du pays notamment dans le sud du pays, lieu d'implantation idéologique de l'EI. Les islamistes n'ont pas hésité à commettre des attentats anti kurde dans le sud précisément dans la localité de Suruc, une ville située à près de 46 km de

la frontière syrienne. Il s'agissait du premier attentat à la bombe (20 juillet 2015) planifié par l'EI en Turquie.

L'opposition politique turque a saisi cette occasion pour porter des critiques acerbes contre l'AKP au pouvoir mettant en avant les limites de la stratégie d'Erdoğan en Syrie de coopération avec l'EI, de n'avoir pas sciemment protégé les militants de gauche et les kurdes et de n'avoir pas sécurisé la frontière avec la Syrie.

En dépit de quelques frappes ciblées sur des positions de l'EI histoire de faire taire l'opposition, aucune arrestation n'a été faite dans les rangs de l'EI, alors que des arrestations à grande échelle ont eu lieu dans les rangs des activistes kurdes du PKK, aiguisant un peu plus le conflit turco-kurde. L'échec turc est d'avoir subi des menaces jusqu'à dans son intégrité territoriale par son allié islamiste de l'EI, ce qui soulève des inquiétudes notamment en Europe, qui considère la Turquie, il est vrai comme le dernier verrou avant l'Europe.

Cependant, il faut relativiser les choses, ce scénario catastrophe n'a eu que peu de chance de se réaliser dans la mesure où l'EI n'a pas les moyens de porter une telle menace contre l'État turc, mais a néanmoins réussi à mettre en échec la stratégie turque en Syrie. Par ailleurs, il faut considérer l'EI comme un phénomène certainement passager qui se résorbera de lui-même une fois que ses créateurs et ses soutiens décideront de changer le fusil d'épaule, alors que la question kurde est durable et par conséquent déterminante pour la paix nationale et la stabilité de la Turquie.

En effet, l'affaiblissement de l'EI est la première étape vers sa défaite, même s'il est vrai qu'il garde toujours une certaine capacité de nuisance et que la guerre en Syrie n'est pas encore véritablement terminée. Le problème qui demeure entier pour la Turquie est celui de la question kurde qui s'est plutôt compliquée avec l'extension des affrontements à d'autres régions à l'intérieur du pays. Il faut remarquer que le positionnement turc du côté des islamistes au lancement du conflit puis le semblant de changement de stratégie par des frappes menées contre les positions de l'allié devenu ennemi, a mis en exergue toutes les contradictions et les déboires de la stratégie turque en Syrie. Néanmoins, la fin de la guerre contre l'EI, sonnante la victoire russo-syrienne, ne signifie nullement que la région sera définitivement à l'abri d'une nouvelle guerre encore plus fratricide et meurtrière, dans un Moyen-Orient compliqué et poudrière par excellence.

L'échec de la Turquie aura des conséquences importantes sur ses futures relations avec le voisin syrien. Par conséquent, comment la Syrie, qui sort relativement victorieuse de ce conflit grâce à l'appui de la Russie, va-t-elle utiliser cette carte contre la

Turquie ? En somme, quel avenir à court et moyen terme quant aux relations bien compliquées entre Ankara et Damas dans une région qui connaîtra assurément des transformations politiques et géopolitiques ?

L'avenir incertain des relations turco-syriennes

Après avoir suivie une politique attentiste au déclenchement de la guerre en Syrie, suivie de la rupture des relations diplomatiques, Ankara est intervenue dans le conflit affichant un soutien total à l'opposition arabe syrienne puis à l'EI devenu un élément central du conflit, en dépit de la perte financière importante étant donné ses gros intérêts économiques en Syrie. Au terme de plus d'une décennie d'intervention y compris militaire d'Ankara en Syrie, le bilan diplomatique est désastreux.

La Turquie s'est brouillée avec presque tous les acteurs du conflit, régionaux et internationaux. Elle s'est brouillée avec le monde arabe, avec les Occidentaux à cause de son hostilité démesurée aux kurdes et sa complaisance envers les djihadistes, avec la Russie après l'attaque aérienne du 24 novembre 2015, donnant à Moscou l'alibi pour intervenir militairement au côté de Bachar El Assad.

En dépit d'un virage plutôt timide opérée par Erdogan en 2016, en se réconciliant avec la Russie et en admettant pour la première fois que le président syrien est un acteur qu'il faut reconnaître en Syrie, Ankara est revenu très rapidement à un sentiment d'hostilité en qualifiant en 2017 le président syrien, je cite, de « terroriste ». Les attaques répétées de l'armée turque contre les forces gouvernementales syriennes, comme celle opérée en Libye, n'ont pas fait l'unanimité au sein de l'opinion publique turque qui considère la politique d'Ankara en Syrie comme un échec.

Il est dans l'intérêt de la Turquie de changer son fusil d'épaule en revoyant totalement sa stratégie diplomatique et militaire en Syrie en acceptant (a-t-elle le choix) de construire l'ébauche d'une nouvelle relation basée sur la satisfaction des intérêts communs nationaux et régionaux. Quant à la Syrie – à condition de régler par le dialogue politique la crise qui secoue terriblement le pays – elle pourrait retrouver sa place de force régionale non négligeable, qui sera difficile à défendre sans le soutien turc, notamment face à Israël. La Syrie pourrait ainsi sortir de son isolement imposé par des années de panarabisme dont on mesure les limites, et se défaire de l'image désuète – encore tristement présente dans l'opinion publique occidentale – d'un pays soutenant le terrorisme d'État.

Quant aux autres pays arabes, ils peuvent tirer profit de ce rapprochement avec la Turquie. Ce sera probablement une occasion inattendue et rêvée pour cet

ensemble arabe en marche poussive vers la démocratie de pouvoir enfin sortir de son alignement total et nocif sur les positions américaines, qui ruinent les intérêts et les causes arabes, en tête desquelles la cause palestinienne.

En effet les relations turco-syriennes s'inscrivent dans la continuité d'un rapport complexe entre la Turquie et monde arabe. Le mythe des « traîtres » arabes est une représentation ancrée dans l'imaginaire collectif turc : les Arabes, en particulier les Syriens sous l'égide du roi Fayçal, sont perçus au *xx^e* siècle comme ayant pactisé avec les Occidentaux contre les Turcs. Cette image a été très longtemps présente chez les turcs et a constitué le ciment de l'unité du pays post empire ottoman.

À l'inverse pour les syriens, la représentation des Turcs demeure très influencée par le souvenir de l'époque ottomane et les persécutions subies sous le règne ottoman. D'un côté comme de l'autre les préjugés ne manquent pas, la question de l'avenir des rapports turco-syriens se pose notamment après la réussite du régime syrien à se maintenir alors que beaucoup le donnait pour perdant. L'effort est à faire d'un côté comme de l'autre en dépit des blessures indélébiles d'une histoire tourmentée et d'une situation géopolitique du moment bien complexe, le moins qu'on puisse dire. L'issue de la guerre en cours portera dans ses germes un cheminement complexe de nouvelles relations turco-syriennes tout en étant paradoxalement bien obligés de continuer à cohabiter. La Turquie est bien en phase d'apprentissage de la puissance en Syrie, un pays qui semble ne pas lui réussir. ■